Zeitschrift: Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie = Économie et sociologie rurales [1980-2007]

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie

Band: - (2004)

Heft: 2

Artikel: Les recherches sociologiques françaises sur le rural : contextes, objets, résultats et réflexions

Autor: Bossuet, Luc

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-966635

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les recherches sociologiques françaises sur le rural

Contextes, objets, résultats et réflexions

Luc Bossuet[1], LADYSS, France

Résumé: Le présent article est consacré aux recherches sociologiques françaises sur le rural[2]. Il montre qu'au cours du temps, les questions en direction des mondes ruraux et de leurs évolutions sont intimement liées aux préoccupations de la société. En cela, la ruralité correspond à un champ d'investigation offrant l'opportunité de comprendre les mutations de nos sociétés et de saisir la perpétuelle quête de nouveaux équilibres entre espaces et société. Cette quête nécessite de repenser sans cesse les recherches et les outils mobilisés.

Envisager le développement d'une sociologie dont l'objet spécifique est le monde rural n'est pas anodin. Cette éventualité suppose l'existence d'événements inédits et de préoccupations particulières liés à de profonds changements sociaux, économiques et politiques. Par exemple, l'école belge n'a pas trouvé nécessaire de dissocier les recherches rurales des études urbaines en raison de la rurbanisation précoce des campagnes et des fortes interdépendances entre ces deux mondes.

Je tiens à remercier ici Anne-Paule Mettoux pour ses lectures attentives et ses précieuses suggestions.

[1] LADYSS, CNRS, Bât M. Weber, Université Paris X, 200 Av. de la République, 92 000 Nanterre Cedex, France. lbossuet@u-paris10.fr et luc.bossuet@free.fr

[2] Il reprend les différents volets de l'intervention effectuée par l'auteur devant la Société Suisse d'Economie et de Sociologie Rurales lors de son séminaire annuel du printemps 2004.

Inversement, pour des raisons historiques particulières, les recherches grecques se sont tout d'abord orientées vers l'étude du folklore[3]. Il s'agissait alors de trouver les fondements communs à l'ensemble des populations grecques, y compris celles arrivées de Turquie et de l'ensemble des Balkans au lendemain de l'Indépendance.

Après la Seconde Guerre Mondiale, à l'initiative d'anthropologues et d'économistes américains, puis de géographes et de sociologues anglais et français, des travaux sur la ruralité sont développés. A l'origine, ils portent pour l'essentiel sur l'économie et la famille agricole. A la même époque, la France a choisi de développer une sociologie ruraliste[4] en raison des profondes mutations auxquelles sont soumis ses campagnes et l'ensemble du pays.

Aujourd'hui, la Société d'Economie et de Sociologie Suisse s'interroge sur la nécessité d'un tel investissement. La diminution drastique des subventions octroyées à l'agriculture et l'importante diminution programmée du nombre d'agriculteurs soulèvent de nombreuses questions tant du point de vue de l'occupation et de la valorisation agricole de l'espace que vis-à-vis des possibilités éventuelles de développement d'activités alternatives, capables de maintenir un tissu social et économique suffisant pour assurer une ruralité vivante. Parmi ces préoccupations, si la question économique reste primordiale, celle de la préservation de la nature est tout aussi présente. Structurée en trois parties, cette contribution essaie de faire le point sur la production sociologique ruraliste française en tenant compte des demandes passées et présentes des pouvoirs publics et en s'intéressant aussi bien aux travaux engagés dès la création de ce champ de la recherche qu'à ceux de la période contemporaine[5]. Au cours de cet exposé l'accent est mis sur la

---

[3] Aujourd'hui, cette orientation n'est plus dominante. De la même façon, après avoir abordé les collectivités rurales à travers la situation du paysan, l'accent est davantage mis sur les questions de mobilités et leurs effets dans la redéfinition des rapports entre la ville et les campagnes. Pour un point complet sur la sociologie grecque de langue française, se référer aux publications de Statis Damaniakos (1981; 1996) et à la thèse de doctorat d'Eleni Sotiropoulou (2003). Le premier invoque une ruralisation indéniable et continue de la société grecque qui sous-tend l'impossible fin des paysans, alors que la seconde défend l'idée d'une urbanisation et d'une uniformisation de la société grecque.

[4] L'emploi du terme de ruraliste et non de rural n'est pas neutre. Il reflète la diversité des angles d'observation, des références sociologiques mobilisées et les différentes préoccupations des sociologues français qui travaillent aujourd'hui sur l'espace rural.

[5] Au cours d'un tel travail, l'exhaustivité est impossible à atteindre. En conséquence, je prie les chercheurs dont les recherches ne sont pas citées de m'en excuser.

diversité et la complémentarité des axes de recherches développés ainsi que sur les écoles théoriques mobilisées à cet effet. Autant que faire se peut, les controverses et les principaux résultats obtenus sont énoncés. La dernière partie met en évidence la situation actuelle de la sociologie rurale française. Elle est également l'occasion de formuler quelques pistes de recherches.

1. La sociologie rurale française, un champ disciplinaire en constante évolution

La sociologie rurale française prend naissance au cours des années cinquante. Dès la fin de la seconde guerre mondiale, l'Etat décide de redonner au pays la place internationale qu'il occupait. Face à l'importance des technologies et de la mécanique durant le conflit, le choix est fait de transformer le pays d'un état de puissance agricole à celui de puissance industrielle. Pour y parvenir, l'agriculture se voit assigner une double tâche. Elle doit accroître ses productions pour nourrir le pays et développer ses exportations afin de financer l'industrialisation recherchée. Afin de lui permettre d'atteindre ces objectifs, une politique agricole comprenant deux volets est mise en place. Le premier vise à «libérer» la majorité des populations rurales de leurs attaches foncières (ouvriers, petits artisans, enfants de petits paysans) pour les orienter vers les usines où elles sont considérées comme une main d'œuvre peu qualifiée. Le second cherche à faire progresser les conditions techniques des productions agricoles via la mécanisation, le conseil et l'amélioration des structures foncières des exploitations restantes.

Face à ce projet, la sociologie apparaît comme l'un des outils capables de contribuer au renouveau national. Dans ce contexte George Gurvitch, de retour des Etats-Unis, fonde le Centre d'Etudes Sociologique (CES), lieu de la sociologie empirique française dans lequel tous les courants de la discipline sont représentés. En 1951, lui-même de retour des Etats-Unis, Henri Mendras intègre le CES et prend en charge la sociologie rurale. Cette équipe est chargée de comprendre la paysannerie et par là même d'assurer les conditions de son développement. Après les évènements de 1968, le Groupe de sociologie rurale, GSR s'installe sur le campus de l'université de Paris X, à Nanterre, tout en intégrant des chercheurs qui se réclament de la sociologie du travail (Odile Benoit-Guilbot, Pierre Rolle).

Concrètement, le rôle de la sociologie rurale française est de saisir les défiances supposées des paysans face aux changements, à l'époque on parle de progrès[6]. Le *monde paysan* est alors vu comme un monde *archaïque, enfermé dans ses traditions* et donc réticent à toutes évolutions. Pour appréhender cette complexité paysanne, recourir à des monographies villageoises[7] (Dion M., 1974) est préconisé afin de disposer de *totalités* permettant des comparaisons entre situations diversifiées (Maho J., 1974) tant du point de vue social et culturel qu'économique et politique. A travers ces monographies, le groupe cherche à comprendre *comment de petites collectivités peuvent changer en demeurant elles-mêmes et comment l'agencement des modes de production participe à leur évolution.* Réalisés sur une quinzaine d'années, ces travaux donnent lieu à la publication d'ouvrages de référence. *La fin des paysans* (Mendras H., 1967), réédité à plusieurs reprises, traite du changement et des innovations de l'agriculteur en relation avec son entreprise et avec la société[8]. Les ouvrages suivant présentent les recherches du GSR. L'un est consacré aux principaux résultats accumulés au cours de cet effort collectif: problématique, présentation de dix villages et analyse comparative (Jollivet M. et Mendras H., 1971). Un autre constitue une réflexion méthodologique pour appréhender des collectivités rurales (Jollivet M., 1974). Plusieurs thèmes majeurs sont ainsi développés: L'analyse sociologique des systèmes de production agricole, la diffusion des innovations techniques, les systèmes de valeurs et de régulation sociale, les représentations d'autrui et de la société, les rapports de parenté.

Cette période d'intense production est également marquée par une importante controverse au sein même du Groupe de recherche. Son origine tient aux questions posées par les différents chercheurs et aux théories qu'ils mobilisent, indépendamment de leur préoccupation

---

[6] Le terme de progrès fait l'objet d'importantes discussions entre les chercheurs car ces derniers constatent que loin d'améliorer les conditions d'existence des paysans, la modernisation entraîne de plus en plus souvent la déclassification des individus. Ainsi, l'ouvrage de Nicole Eizner et Bertrand Hervieu (1979) relate les capacités de ces paysans à faire entendre leur voix à travers leurs luttes.

[7] Ces travaux portent sur une douzaine de villages sélectionnés en raison de leurs contrastes, révélateurs de la diversité des structures sociales des différentes régions françaises.

[8] Dans la postface, rédigée vingt ans après la première publication, l'auteur met l'accent sur la renaissance des sociétés rurales, la dissociation entre l'exploitation agricole et la famille, la nécessaire prise en compte de la pluriactivité et les évolutions obligatoires de l'encadrement agricole.

commune, celle de comprendre le processus d'intégration du monde paysan à la modernité.

Pour Henri Mendras, la question centrale tourne autour de la définition du paysan. Qu'est-ce qu'un paysan? Marqué par l'anthropologie sociale et culturelle anglo-saxonne, notamment par Robert Redfield (1956), et les sociologues Max Weber (1971) et Raymond Aron (1962), il développe une réflexion autour de trois idéaux-types: «sauvage», «paysan» et «agriculteurs». Selon Redfield, la paysannerie se caractérise par la petitesse de ses collectivités, leur caractère autarcique du point de vue démographique, économique et culturel, leurs différences hiérarchiques spécifiques tout en entretenant des relations avec la société environnante[9]. Cette conception conduit Mendras à mettre l'accent sur les aspects socioculturels des collectivités étudiées, notamment sur les règles qui président localement à la transmission du patrimoine au sein des familles ainsi que sur les formes de représentations politiques au sein des villages. De ce fait il s'intéresse largement au statut et au rôle du *notable*, personnage qu'il considère comme le médiateur entre le village et la société englobante. Ce qui intéresse Mendras, c'est la capacité des sociétés locales à conserver leurs modes de reproduction tout en évoluant dans un environnement régi par des règles et des lois en perpétuelle évolution, décidées par un Etat centralisateur biséculaire. Concrètement, ses recherches portent sur la transformation des systèmes de valeurs au sein des campagnes et plus largement au cœur de la société (Mendras H., 1988). Fruit de l'intégration à l'économie de marché, via la politique agricole commune, Mendras entérine la disparition des paysanneries occidentales en publiant en 1976. *Les Sociétés paysannes, élément pour une théorie de la paysannerie*[10].

---

[9] Selon l'auteur, ces relations distinguent le monde paysan, du monde dit sauvage. Négligé par son prédécesseur, Mendras considère les agriculteurs comme une catégorie sociale et professionnelle parmi d'autres.

[10] Dans cet ouvrage, Mendras élabore sa théorie de la paysannerie et discute du devenir du monde rural. La première partie est consacrée à l'élaboration du modèle. Elle présente les caractéristiques de l'économie paysanne, la structuration du groupe domestique autour de la famille, l'interconnaissance villageoise et les relations de pouvoir qui lui sont inhérentes ainsi que les valeurs paysannes. La seconde partie est dédiée aux changements techniques via l'appropriation des innovations et aux mutations sociales induites par l'exode et l'urbanisation des campagnes. Il introduit alors la partie suivante dont l'objectif est de préciser le rôle des agriculteurs dans une société sans paysan et de mettre l'accent sur la renaissance rurale. Ce dernier point, conduit Mendras à publier en 1979 *Voyage au pays de l'utopie rustique,* ouvrage consacré à une autre façon de penser le rural dans laquelle l'imaginaire côtoie la réalité contemporaine.

De son côté, Marcel Jollivet, influencé par la sociologie d'Emile Durkheim et de Karl Marx, conteste le triptyque auquel se réfère Mendras car il y voit un artefact capable de conduire à une description statique de la réalité sociale. Ce qui lui importe, ce sont les mécanismes de changement de la société qui se manifestent à travers la modernisation de l'agriculture et l'urbanisation des campagnes. L'intérêt porté à ces deux volets le conduit à privilégier une démarche alliant histoire, économie et sociologie. Cette orientation l'amène à se poser la question de la capacité d'innovation des paysans[11]. A travers cette interrogation, le processus de changement à l'œuvre dans l'agriculture française et la façon dont il se manifeste sur le plan sociologique sont au cœur de ses recherches. Jollivet (1972) développe ainsi ce qu'il nomme lui-même une socio-économie ou une économie politique de l'agriculture en se focalisant sur les rapports de production analysés en terme de classes sociales. Pour cela, il investit trois champs d'investigation: l'évolution de la place de l'agriculture dans la société contemporaine, les transformations des couches sociales au sein de l'agriculture et les rapports de production dans l'exploitation agricole.

Les diverses façons d'aborder l'innovation en agriculture sont symptomatiques des différences sociologiques entre Mendras et Jollivet[12]. Pour le premier, l'important est d'identifier à partir de quels processus l'innovation se répand, devient chose commune, et quelles sont les conséquences sociales et culturelles de ce mouvement en décalage avec les façons habituelles de faire. Pour étudier ce processus et ses effets, il recourt à la théorie des «leaders d'opinion» et de la «tâche d'huile», en parfait accord avec sa théorie du notable-médiateur et sa recherche sur les évolutions des systèmes de valeurs au sein du monde paysan. De son côté, Jollivet, constatant que le «progrès» conduit à un endettement croissant de nombreux agriculteurs et donc à leur précarisation, privilégie l'étude des effets induits par l'innovation et les logiques qui mènent ces mêmes agriculteurs à tenter de moderniser leur système de production. Il met d'ailleurs en relation les comportements et

[11] Pour Jollivet, les termes de paysans et d'agriculteurs recouvrent les mêmes conditions sociales. Ils sont seulement utilisés alternativement par les uns comme par les autres pour se distinguer en fonction du statut qu'ils revendiquent au sein de la société.

[12] Pour un plus large approfondissement des divergences théoriques et analytiques entre Mendras (2000) et Jollivet (2003), se reporter aux articles qui ont été publiés à suite du séminaire de mai 1998, organisé par Catherine Rhein dans le cadre du LADYSS et intitulé «Sociologie - Géographie».

les choix observés avec les orientations sociopolitiques et économiques décidées à l'échelle nationale et européenne, voire internationale.

L'ensemble de ces travaux ont permis de mieux appréhender les campagnes et plus particulièrement le monde paysan confronté à des changements profonds induits par la politique nationale de modernisation et les effets de la P.A.C. Ils ont également contribué à une meilleure compréhension des processus d'innovation au sein d'un univers, différent du monde industriel dans la mesure où les règles de décision des agriculteurs ne reposent pas uniquement sur une rationalité économique parfaite. Au-delà de ces apports, la méthode choisie pour rendre compte de cette réalité a démontré son efficacité. Elle a offert l'opportunité de saisir le changement social au moment précis où il se déroulait, démontrant par la même occasion qu'il est possible d'identifier les transformations sociales en cours, bien avant que des travaux macrosociologiques, de type enquêtes nationales de l'I.N.S.E.E.[13], puissent en rendre compte. Par contre, ces travaux, en privilégiant l'analyse des réseaux d'interconnaissance ont totalement négligé les rapports qu'entretenaient les individus avec l'espace. Toujours dans le même ordre d'idées, les relations avec la ville et celles au territoire de vie n'apparaissent pas. Cette absence laisse à penser que la place donnée par Mendras aux notables était relativement fondée. En effet, quand Jollivet critique l'attention portée par Mendras à ce personnage emblématique, il se réfère aux interlocuteurs qui viennent démarcher le paysan. Par contre, il ne fait jamais référence aux relations que ce dernier entretient jusqu'au cœur des cités. Les contradicteurs aux travaux développés à Nanterre s'emparent de cette lacune pour émettre leur principale critique à l'encontre de la sociologie rurale française en affirmant que ces chercheurs se sont laissés enfermer par leur objet; le village. Cette dénonciation est d'autant moins justifiée que la sociologie française développée à Nanterre comme à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS)[14], autre pôle d'étude de la ruralité, ont produit d'autres travaux en diversifiant leur approche.

---

[13] I.N.S.E.E. Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

[14] Anciennement, Ecole Pratiques des Hautes Etudes, elle organise chaque mois un séminaire consacré à la ruralité où se côtoient anthropologues, ethnologues, sociologues et acteurs de terrain.

A la suite de ces recherches, Mendras conclut que la sociologie rurale en tant que champ de la sociologie n'a plus lieu d'être, faute de paysan. Préoccupé par la question du changement social, il tente de définir le seuil à partir duquel il est possible d'analyser ce phénomène Et c'est ainsi que l'Observatoire du Changement Social (O.C.S.) voit ainsi le jour, rassemblant des sociologues urbains et ruraux[15]. Leurs études aboutissent à la publication d'un ouvrage de synthèse intitulé *L'esprit des lieux* (1986).

De son côté, Jollivet associé à Hughes Lamarche, poursuit l'approfondissement des changements en agriculture, avant de s'intéresser à deux nouveaux champs; l'environnement (Jollivet M., 1986) et l'interdisciplinarité[16]. Davantage portée vers l'analyse des processus de changement au sein des mondes ruraux Nicole Eizner (1979, 1987, 1992) pose qu'il n'existe plus de distinctions économique, sociale et culturelle entre villes et campagne, et que dès lors ces deux espaces doivent être abordés sociologiquement comme faisant partie d'un continum (Eizner N., 1996). Elle rejoint ainsi Jollivet qui affirme que l'ancienne distinction entre ville bourgeoise et ouvrière, et campagne paysanne n'a plus de sens (Jollivet M., 1989). L'éclatement des thématiques au sein du groupe correspond à la fin d'importants programmes de recherche mais il est également révélateur des préoccupations personnelles des chercheurs.

Si la sociologie rurale de Nanterre a été particulièrement féconde sur les questions liées à la modernisation agricole, elle a également produit une analyse critique des idéologies ruralistes (Eizner N. et al., 1978a; 1978b) et des mouvements de retour à la campagne (Leger D. et al., 1979). Elle a investi le champ du développement local (Jollivet M., 1985) en raison des dynamiques de relocalisation des identités et des politiques publiques. Ce dernier point a donné lieu à une importante controverse entre les chercheurs autour de la question du changement. Elle a opposé ceux qui considèrent indispensable de distinguer les dynamiques locales des tendances globales induites par les politiques et le marché (Eizner N et al., 1983) à ceux qui défendent l'idée selon la-

[15] A partir de l'objectif énoncé, des travaux sont conduits dans des villages, des petites villes (10 à 15 000 habitants) et des quartiers de grandes villes (par exemple Paris, avec Belleville où s'implique Michel Robert, sociologue ruraliste,mais également Marseille).

[16] Jollivet a toujours travaillé avec les autres disciplines des sciences humaines; économie, histoire, géographie, ainsi qu'avec l'agronomie. La question de l'environnement est seulement un champ de recherche qui nécessite particulièrement des échanges entre disciplines afin de saisir la complexité des problèmes étudiés.

quelle l'ensemble de ces forces sont indissociables car au niveau local les acteurs intègrent dans leurs décisions tout à la fois les caractéristiques sociales, économiques et matérielles de leur milieu et les mutations de leur environnement (Bodiguel M., 1986).

De son côté, l'EHESS, structurée autour de Placide Rambaud, a développé des travaux sur le changement social des mondes ruraux et agricoles. Elle a particulièrement investi la question de la recomposition sociale des espaces ruraux confrontés à une rurbanisation grandissante (Rambaud P., 1969; 1973). Pour cette école, la distinction rural-urbain n'est pas pertinente en raison des liens qui unissent ces deux notions. Différents travaux menés aujourd'hui à l'EHESS (Dubost F., 1998) lui donne raison. Cependant, l'influence qu'exercent ces deux identités l'une par rapport à l'autre est prise en compte. A partir de cette conceptualisation, l'accent est mis sur les processus d'intégration et de différenciation entre groupes sociaux ainsi que sur les stratégies que développe chaque individu en accord avec ses attentes et sa situation (Dubost F., 1990; Bonnain R., 1990, 1994). Cette construction théorique, élaborée à partir de la pensée de Georg Simmel et largement influencée par Pierre Bourdieu, conduit cette école à se préoccuper de l'évolution du monde rural sous des aspects peu ou prou négligés par Nanterre. Les travaux sur l'habitat de vacance (Rambaud P., 1970; Perrot M. et al., 1998) et l'habitat permanent (Dubost F., 1990; Chiva I. et al., 1990), ainsi que sur les pratiques conventionnelles de l'espace rural (Fabiani J.L., 1982; Pelosse V. et al., 1982) sont particulièrement étudiés. Ils rejoignent les préoccupations des anthropologues comme Georges Augustin (1989) et Martin de la Soudière (1998). Cette sociologie se révèle aujourd'hui essentielle pour appréhender les conflits d'usage de l'espace rural provoqués par les nouvelles appropriations dont il est l'objet. Cette école a également traité les situations marginales au sein de la sphère agricole, notamment celles des syndicats de la Gauche paysanne et le rôle de la femme en agriculture (Lagrave R.M., 1983, 1987).

Deux autres chercheurs se sont particulièrement intéressés au rôle de la famille dans le processus d'accumulation du capital en agriculture. Michèle Salitot-Dion (1975) a mis en évidence le rôle de la proximité sociale et géographique des membres des couples agricoles comme facteur positif permettant d'assurer la pérennité des exploitations, indépendamment de la classe sociale d'appartenance au sein de la paysan-

nerie. De son côté, Alice Barthez[17] a développé des recherches sur l'exploitation agricole (1982), faisant ressortir le poids de la famille et de la femme dans les choix de l'exploitant, différenciant ainsi largement ce type d'activité de celui de l'entreprise industrielle.

La richesse de la sociologie rurale française développée tant à Nanterre qu'à l'EHESS et à l'INRA repose sur la diversité des approches notamment pluridimensionnelles et des théories mobilisées à cet effet. En focalisant sur les changements du monde agricole, via l'étude des collectivités rurales, la première école permet une meilleure analyse des relations agriculture - milieu social. La seconde, contribue à la compréhension des processus sociaux de redéfinition des mondes ruraux alors que la troisième, principalement orientée vers l'étude des mutations de la sphère agricole contribue à la connaissance des mécanismes de changement propres à l'exploitation et à son environnement professionnel. Ces travaux sont toutefois datés puisqu'ils correspondent à une demande politique de modernisation de l'agriculture, impliquant une intensification des moyens de production et en conséquence une transformation de ses structures. Dans ce contexte, hormis à l'EHESS, l'espace rural est d'abord conceptualisé comme un espace productif, ce qui explique les orientations suivies partiellement à Nanterre, en totalité à l'INRA. Le contexte actuel est différent même si une certaine permanence dans les préoccupations tend à perdurer.

2. Ruralité et questions sociologiques contemporaines

Au cours des dernières décennies, les campagnes françaises ont été marquées par l'essor des migrations résidentielles et l'afflux de vacanciers. Ces mouvements s'accompagnent d'une prise de conscience sociétale et étatique des enjeux environnementaux. Un nouveau regard est porté sur le rural, investi de valeurs authentiques et naturelles. Dans l'imaginaire collectif, cet espace devient un cadre où il fait bon vivre. Au-delà des questions idéologiques et des incertitudes sur son avenir, les différentes revendications qui s'y manifestent, contribuent largement à la redéfinition des questionnements. Son appropriation, la notion de durabilité, notion encore floue, liée aux risques alimentaires et environ-

[17] Alice Barthez est chercheure à la station de recherche en économie et sociologie rurale de l'INRA de Dijon.

nementaux conduisent à poser la question de la tracabilité, du principe de précaution et des logiques de préservation - conservation - valorisation comme les moteurs de la politique actuelle de son développement. Ces principes s'accompagnent d'une reconnaissance comme interlocuteur légitime par l'Etat de nouveaux acteurs non agricoles[18]. Les exigences réglementaires européennes en matière de gestion négociée des territoires[19] conduisent progressivement à privilégier l'étude des processus de concertation. Face à de tels enjeux, la sociologie est une nouvelle fois mobilisée pour analyser et comprendre les processus de changements que cela induit. A cette fin, trois champs d'investigation sont développés: l'environnement, les changements en agriculture et les nouveaux rapports entre les campagnes et la société.

2.1 Environnement et application des normes environnementales dans un cadre négocié.

Initiée dans les années quatre-vingt (Billaud J.P., 1985; Jollivet M., 1986), la question environnementale comme objet de débat social, est principalement abordée sous deux angles. Le premier s'intéresse aux processus et aux acteurs intervenants dans la prise en compte des problèmes environnementaux. En effet, le contexte de décentralisation des politiques, en général, et la territorialisation de la gestion environnementale, en particulier, ont conduit la sociologie à s'intéresser simultanément à deux champs celui des sciences et des techniques à travers la notion de réseau sociotechnique (Wynne B., 1996), et celui des processus de conflit et de construction de consensus entre les acteurs impliqués dans le débat public (Billaud J.P., 2002; Cartier S., 2002). Ces dimensions sont notamment étudiées dans le cadre de scènes de concertation à travers les mesures procédurales (Lascoumes P. et al., 1998) qu'elles permettent d'instaurer. Au cours de ces travaux, l'analyse des mouvements environnementalistes est développée (Cadoret A., 1985). Ils portent notamment sur les groupes de pression associant connaissances scientifiques, militantisme et positions institutionnelles (Lascoumes P., 1994; Mettoux A.P., 2001). En se concentrant sur

[18] Ligues des oiseaux, associations environnementalistes, de chasse et de pêche ainsi que les forestiers et les autres professions dépendantes des pratiques agricoles, situées géographiquement en amont telles que les conchyliculteurs, ostréiculteurs, etc.

[19] Dans le domaine environnemental, les procédures de type Natura 2000 sont un exemple illustratif du nouveau mode de gestion des territoires.

l'étude des espaces de reconstruction des problèmes environnementaux, ces recherches mettent l'accent sur les questions de hiérarchie sociale et de pouvoir en se référant aux catégories de la sociologie classique telles que les classes, les trajectoires sociales et les habitus. Elles montrent qu'à partir de négociations construites autour d'objets techniques, facilitées par l'absence du politique, les préoccupations privées s'intègrent aux réflexions menées par la société sur elle même et sur son environnement (Deverre C., 1996; Billaud J.P., 2000). Ce champ d'investigation s'appuie également sur la sociologie de la justification développée par Claudette Lafaye, et Laurent Thévenot (1993) puis par Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1997).

Le deuxième axe vise à la construction de typologies des valeurs et des attitudes des individus confrontés à la question environnementale. L'objectif est de définir et de mesurer la prise en compte des normes et règles de protection de la nature et l'aptitude des acteurs à modifier ou non leurs pratiques. Dans ce domaine se retrouvent des travaux à la croisée entre l'exploitation agricole et l'environnement. Ainsi, les premières mesures agri-environnementales, telles que l'article 19, ont fait l'objet de nombreuses analyses. La question de la réticence des agriculteurs face aux changements est à nouveau présente. Or, il a été démontré que loin de s'opposer à de telles mesures, de nombreux exploitants agricoles, dépourvus de moyens susceptibles de leur permettre de participer à la course à l'intensification, choisissent de se rallier à la nouvelle politique agricole et environnementale afin d'assurer leur avenir social et économique (Billaud J.P., 1992; Scheurer F., 1993). D'autres auteurs ont mis en évidence la capacité des agriculteurs à utiliser ce type de mesures tout en veillant à ne pas mettre en péril l'équilibre technico-économique de leurs exploitations (Rémy J., 1998a). Il a également été mis en lumière que ces mêmes acteurs contestent les compétences des experts et leurs prescriptions, leur opposant leurs propres savoir-faire de praticiens (Rémy J., 1995).

Les principaux résultats de ces recherches sont de deux ordres. Le premier est de dissiper toute ambiguïté par rapport à l'idéologie écologique d'une *nature pure*, capable de se régénérer et de s'entretenir d'elle même. Le second est de montrer que la question environnementale n'est pas propre à une classe sociale particulière. Elle transcende au contraire les découpages habituels, remettant en cause les divisions sociales auxquelles se référent les différents courants de la sociologie. Se faisant, l'observation des usages de la ressource est sujette au relativisme culturel. Par ailleurs, la problématique environnementale néces-

site une démarche interdisciplinaire associant sociologie, agronomie et économie. Aujourd'hui, elle intègre également le droit (Romy R., 1997).

2.2 Les mutations du monde agricole.

L'activité agricole est directement concernée par la question environnementale. Mais les revendications sociétales à son égard dépassent ce seul champ. Ainsi, le consommateur est de plus en plus attentif de sorte que l'origine des produits tout autant que leur tracabilité sont considérées comme des marques de qualité. A ce jeu, la représentation liée à l'authenticité que renvoient les productions agricoles est décisive tant du point de vue de leur acceptation que pour leurs succès commerciaux. Cette situation conduit au développement de différents axes de recherches à savoir ; une réflexion théorique centrée sur la notion et le fonctionnement de l'exploitation agricole, les changements socioprofessionnels et techniques au sein de la sphère agricole, et l'étude des stratégies socioéconomiques des différents acteurs impliqués dans les filières de production.

A la suite des travaux qu'il a mené sur les processus de délocalisation - relocalisation (Lamarche H., 1986), Hugues Lamarche a développé une analyse dynamique du changement au sein de l'exploitation agricole (1992, 1994). Il se réfère à leur historique, c'est-à-dire ce qu'a été l'exploitation, ce qu'elle est et ce qu'elle compte devenir. Deux critères d'évaluation retiennent son attention: Le fonctionnement de la famille et la fonction de dépendance / autonomie vis-à-vis de l'extérieur. Il en tire un modèle de type wébérien qui se définit par quatre archétypes: L'exploitation agricole autarcique (le modèle de départ), l'exploitation productiviste familiale, l'exploitation entrepreneuriale et surtout le modèle alternatif ou en transition dans lequel l'autonomie vis-à-vis du marché est variable en fonction des choix de l'exploitant et donc de la famille. Pour Mendras, la survivance des logiques de reproduction et des formes d'organisation de la production propres à l'univers paysan qu'il a mis en lumière à partir des situations françaises, reste d'actualité.

A côté de la sociologie agricole nanterienne, les pôles de Université de Bourgogne-ENSADD-INRA à Dijon, de l'INRA-ESR d'Ivry[20] et de l'INRA-SAD de Paris-Grignon travaillent également sur l'exploitation agricole.

[20] L'unité de recherche sur les Paysanneries, Territoire, Environnement, Marchés et Politiques Publiques.

Leurs recherches portent sur les changements sociotechniques à travers la prise en compte des nouvelles règles de production. L'objectif est de saisir en quoi ces dernières contribuent à modifier les pratiques agronomiques des agriculteurs et quels sont ceux qui sont les plus réceptifs à ce type de demande sociale (Rémy J., 1998b). L'autre pan de ces travaux vise à saisir en quoi ces changements techniques modifient la façon de voir le métier d'agriculteur ou d'éleveur chez celui qui l'exerce (Lémery B. et al., 2001; Degrange B. et al., 2002). Les premières études s'appuient sur les notions de classes alors que les secondes s'inspirent de la démarche développée par Darré (1985) et sur l'interactionnisme de Goffman (1974). Enfin, l'exploitation agricole est l'objet de recherches liées aux changements de politique agricole (Loi d'Orientation Agricole, LOA et l'une de ces mesures phares, les Contrats Territoriaux d'Exploitation, CTE) (Rémy J., 2002). Ces analyses mettent l'accent sur les dynamiques collectives d'action et de réorientation des pratiques agricoles sous l'effet des contraintes sociales et économiques nationales et internationales.

Le dernier champ de la sociologie agricole est davantage marqué par la controverse. Deux conceptions de l'acte de production à travers son intégration au modèle capitalistique s'opposent. Plus précisément, elles reflètent la diversité des situations micro régionales de l'agriculture française, confrontée à la concurrence économique via les normes de qualité et la tracabilité des produits. Ces critères influencent les possibilités de commercialisation dans lesquelles le rapport au consommateur et l'image qu'il se fait du produit est déterminante pour son succès. La problématique s'insère donc avec la réflexion sur les dynamiques collectives des acteurs au sein des territoires et avec l'identification et la différenciation des produits de ces mêmes territoires. Face à ces questions, un premier courant analyse les mutations socioprofessionnelles qui conduisent les agriculteurs à se transformer en *exploitants ruraux* (Muller P., 1987) choisissant d'intégrer de petites structures collectives dans laquelle chacun est responsable tout à la fois de ses produits et de leur commercialisation. L'initiative individuelle est alors au cœur de la démarche et interroge le statut même de l'acteur (Sylvestre J.P., 2002). La seconde étudie les processus d'intégration de l'agriculteur et de ses productions dans des dynamiques collectives pour être mieux à même de répondre aux exigences de la distribution, via les groupes coopératifs. Comme précédemment, la question de la qualité et de l'identité territoriale des produits est posée qu'il s'agisse du vin (Chiffoleau Y. et al., 2004) ou des produits de renommée mondiale comme le foie gras,

synonyme du «bien mangé» à la française (Vincent T., à paraître) ou encore les produits de la mer (Dubuisson-Quellier S., 2004).

Ces deux approches sont complémentaires car elles tentent de rendre compte des conséquences induites par l'homogénéisation des normes et des techniques de production ainsi que par les règles de tracabilité propres au processus d'élaboration des produits. Par contre, ces travaux se différencient en raison des références théoriques qu'ils mobilisent. En effet, les premiers sont de construction wébérienne, s'inspirant de la sociologie de l'éthique alors que les seconds recourent à l'analyse de réseau et à l'analyse stratégique. Une question se pose alors: faut-il privilégier l'étude au niveau de l'exploitation ou au niveau de la filière? Le débat n'est pas tranché.

Si l'exploitation agricole reste un objet important dans les recherches sociologiques ruralistes, force est de constater qu'elle est principalement abordée à travers les changements de réglementation qui viennent modifier son fonctionnement interne. Ainsi, cette notion d'exploitation agricole ne serait plus qu'une conception passéiste. Cette conclusion est un peu hâtive. En effet, l'exploitation agricole est une référence statistique élémentaire pour mesurer les effets économiques et les implications en terme d'emploi des politiques agricoles et rurales dans un monde où la diversité des situations socioéconomiques et techniques tend à se diversifier (Laurent C., et al., 2000). Au-delà de cette réalité, cette référence n'a pas encore livré tous ces secrets. Qu'en est-il de sa réalité sociale contemporaine? De plus en plus d'exploitations diversifient leurs productions, possèdent plusieurs chefs d'exploitation alliant compétences techniques et commerciales, assumées par des hommes et des femmes à égales responsabilités. L'exploitation agricole reste donc un champ d'investigation pour la sociologie, ne serait ce qu'en raison des profonds changements que connaît le métier d'agriculteur. Pour autant, l'agriculteur n'est pas un individu isolé sur son exploitation. Comme ses concitoyens, il entretient des relations avec son environnement social, se sent concerné autant par ce qu'il mange que par les transformations sociales et matérielles du cadre dans lequel il vit. Il s'inscrit dans une évolution plus vaste de la société ainsi, par exemple, son épouse travaille la plupart du temps hors de l'exploitation et ensemble, ils prennent de plus en plus souvent des vacances.

2.3 Les relations rural et société.

Les recherches portant sur les relations entre le rural et la société sont intimement liées à l'essor des migrations résidentielles et saisonnières citadines en direction des campagnes. Ce mouvement, par son ampleur et sa diversité, témoigne des multiples projections dont elles sont l'objet car dans l'imaginaire collectif actuel, le *bonheur est dans le pré*[21]. La politique européenne, prenant en compte cet engouement, a choisi d'orienter son action vers la valorisation des avantages comparatifs de chaque région en stimulant financièrement le développement des initiatives locales capables de mettre en valeur les richesses des territoires ruraux. Sans attendre ce mouvement, depuis longtemps l'EHESS a entrepris de s'intéresser aux changements déjà perceptibles dès les années quatre vingt. Depuis, l'ensemble de la recherche sociologique ruraliste française porte une attention particulière à ce champ. Trois axes sont particulièrement développés dans ce domaine: la patrimonialisation de l'espace rural, les relations agriculture, milieux et société, et la redéfinition des identités, l'ensemble correspondant à l'étude des processus de recomposition sociale de l'espace rural, incluant le fait touristique.

La patrimonialisation de l'espace rural se décline selon deux dynamiques. La première, est dépendante des évolutions actuelles de l'agriculture, via la tracabilité des produits et de l'image de qualité qu'elle véhicule. La seconde est directement liée aux changements socioculturels et économiques que connaissent les campagnes. La question patrimoniale doit être considérée comme une *alternative de développement* par rapport à la période précédente correspondant à la phase de spécialisation - modernisation agricole. Autrefois essentiellement productives, les campagnes françaises sont aujourd'hui chaque jour davantage résidentielles et à vocation touristique. Elles sont d'ores et déjà un espace de détente et de ressourcement (Dubost F., 1998). Dans ces conditions, les questions de conservation et de valorisation tant de ses particularités matérielles que de ses références culturelles sont posées (Chevalier D. et al., 2000) car elles impliquent une autre façon de penser le développement, dans un contexte où la *durabilité* devient la référence. Le patrimoine n'est plus seulement un bien privé dont son détenteur peut jouir, user et abuser individuellement selon sa volonté, mais un bien commun dont l'avenir dépend des actions et des revendications

[21] Titre du film d'Etienne Chatiellez, sorti sur les écrans en 1995.

exprimées par la collectivité (Humbert G. et al., 1992). A partir de cette conception collective, il est nécessaire de définir quels sont les biens matériels et immatériels investis de cette valeur patrimoniale, à quels usages ils sont réservés et quels doivent être les modes de gestion capables de satisfaire les attentes actuelles et à venir de la société. Toute la difficulté réside dans les rapports de pouvoir qui se manifestent aujourd'hui au sein de la société, chaque groupe social ayant sa propre définition de ce qui est ou non patrimonial (Bossuet L., 2001). Pour comprendre cette diversité, la recherche doit nécessairement porter attention aux différentes logiques qui président à cette patrimonialisation et pour cela focaliser sur les pratiques, les finalités et les représentations des acteurs (Bossuet L., 2003).

Les changements sociaux que supposent les migrations résidentielles citadines donnent également lieu à des travaux plus spécifiquement axés sur les évolutions des milieux naturels. Dans un contexte de vieillissement généralisé de la population agricole et de cessation d'activité qui en résulte, certains espaces sont confrontés à des changements d'usages jusqu'alors inconnus comme l'enforestation de parcelles vouées précédemment à l'élevage. Cette dynamique entraîne deux conceptions de la ruralité à savoir une logique visuelle et environnementale de l'espace et une recherche de rentabilité et d'occupation de ce même espace (Le Floch S. et al., 1995). D'autres travaux ont montré que si de nouvelles fonctions, comme l'entretien de l'espace et du paysage, étaient bien attribuées aux agriculteurs par la société, celle-ci était toutefois réticente à les rémunérer pour cette activité (Beuret J.E., 1997). Ces résultats sont toutefois en contradiction avec les attentes de la société, ce qui montre la persistance d'un écart entre un paysage imaginé, idéel dans lequel l'agriculteur est perçu à travers la permanence de son activité, et le nombre et par conséquent l'emprise du monde agricole sur le milieu, notamment en zones difficiles. Le point commun de ces travaux est l'esthétisation de la campagne et de la nature. Ainsi, porter attention à l'évolution des normes et des références culturelles des acteurs et à leurs interactions pour saisir leurs stratégies et les relations de pouvoir qu'ils développent est également une orientation des recherches actuelles.

Si la redéfinition des identités locales se nourrit des deux champs d'investigation précédents, sa particularité réside dans le fait de focaliser sur les jeux que développe l'ensemble des acteurs tant vis-à-vis des collectivités dans lesquelles ils s'insèrent que par rapport à leur envi-

ronnement extérieur. Pour en rendre compte, deux axes complémentaires sont développés.

Le premier d'entre eux privilégie l'analyse globale de la localité (Robert M., 2001) en mettant l'accent sur l'étude des rapports entre groupes sociaux, leur historicité et comme par le passé (Hervieu B., 1976) sur les jeux de pouvoir qu'ils développent (Bossuet L., 2000). Ces travaux incluent les agriculteurs au même titre que les autres catégories socio-professionnelles, indépendamment de leur diminution numérique, car ces derniers sont insérés dans les jeux collectifs qui s'y déroulent (Robert M., 1986). Cette diversité d'acteurs impliqués et les nouvelles alliances qu'ils nouent, nécessite de repenser la ruralité et les approches développées jusqu'alors. L'ouvrage publié par Hervieu et Viard (1996) permet d'éclairer ce point de vue. Ces auteurs notent que les citadins et les ruraux ont des perceptions relativement analogues de la ville et de la campagne. Mais, pour analyser le développement rural contemporain, ils s'appuient sur le modèle développé au cours des Trente Glorieuses et selon lequel les processus actuels correspondent à un phénomène de captage du capital rural par la ville. Dans les faits, ce résultat repose sur une confusion à partir de laquelle le rural est assimilé au local et le global à l'urbain, ce qui conduit à affirmer que le rural serait soumis aux dynamiques urbaines (Robert M., 1999). Les résultats obtenus par les travaux du deuxième axe conforte l'exactitude de cette critique.

Le deuxième axe centré sur l'appropriation de l'espace rural à des fins non productives, porte à la fois sur l'essor du tourisme et sur les modes d'insertion des populations migrantes au sein des collectivités d'accueil. Pour rendre compte de ces dynamiques et comprendre les changements qu'elles induisent, la recherche focalise sur les processus d'intégration et d'exclusion via l'implication des individus en fonction de leurs aspirations et de leur capital social. Ces travaux recouvrent plusieurs champs. Le premier concerne les jeux que développent les populations d'origine et celles nouvellement installées pour défendre l'identité du pays, le cadre et les conditions de vie locale tout en misant sur un développement du tourisme vert (Fourny M.C., 1994). Le second porte sur les phénomènes d'interconnaissance et d'altérité entre acteurs et sur les distinctions de perception des lieux, des milieux sociaux et les projets des différents acteurs (Bonnain-Dulon R., 1998; Bossuet L., 2004). Ces travaux font ressortir que l'opposition mainte fois énoncée entre gens d'ici et nouveaux venus ne reflète pas la réalité sociale contemporaine. De alliances nouvelles se forment, alors que d'autres se délitent, autant d'évolutions provoquées par le besoin de vivre au pays,

de se déplacer et de renouveler l'identité de chaque terroir (Sincébé A., 2002). Si le conflit n'est jamais absent de ces recherches, il implique de savoir comment interpréter les nouvelles alliances entre acteurs, résidents permanents et épisodiques, habitués des lieux, nouveaux venus, et gens de passage. Cette interrogation, commune avec la question environnementale, contraint le chercheur à repenser les catégories qu'il mobilise pour expliciter la réalité sociale contemporaine. Pour cela, il est nécessaire de se départir des notions de classes élaborées à partir de références socioprofessionnelles et économiques pour y substituer des rapports de pouvoir construits autour de références socioculturelles.

Comme par le passé, les mutations socioéconomiques et politiques générales actuelles conduisent à réinterroger la notion de ruralité. Elles contraignent également le chercheur à repenser les cadres de ses analyses en raison de la sur-modernité contemporaine, caractérisée par l'abondance d'informations et d'espaces aisément accessibles aux acteurs. Il en résulte que les préoccupations sociales en direction des campagnes; patrimonialisation, esthétisation et mise en tourisme, correspondent à une révolution culturelle générale dans laquelle la relation à l'acte de production agricole, n'est jamais absente. Ces préoccupations à l'égard des espaces ruraux, exprimées par la société française aujourd'hui majoritairement urbaine, impliquent d'apporter des réponses concrètes concernant la gestion démocratique et participative des villes comme des campagnes. Confrontés aux mêmes problèmes, impliquant des réponses du même ordre, ces deux espaces ne doivent pas être perçus ou aborder de façons distinctes. Pour leurs habitants respectifs, ils sont complémentaires car ils sont les deux faces d'un même univers. Si la société actuelle est composée de mondes structurés en archipel (Viard J., 1994), régis par de multiples ramifications prenant sens à travers des réseaux divers et distincts, il y a nécessité de focaliser sur les différentes formes et modalités de sociabilité pour comprendre les dynamiques actuelles et les diverses revendications identitaires, patrimoniales, professionnelles et territoriales qui s'expriment.

3. Quelles que pistes recherche en guise de conclusion.

L'historique des travaux développés par la sociologie rurale française exposé ici, montre que depuis l'origine, ce champ est consacré non seulement à l'étude des changements internes aux mondes agricoles

mais également à ceux affectant les collectivités rurales et les rapports entre les campagnes et la société. Cette contribution est également l'occasion de mener une réflexion sur les travaux qui ont été conduits et sur les avancées qu'ils ont produit. La pluralité des axes de recherche développés au cours du temps témoigne de leur richesse. Tout au long de ce périple, les différentes théories mobilisées reflètent tout à la fois la diversité et le renouvellement des questions posées par les chercheurs confrontés aux évolutions du contexte dans lequel ces mutations s'inscrivaient. Ce cheminement intellectuel retrace comment à partir d'une conception généralisée dans les années cinquante, définissant les paysanneries et les campagnes comme un monde à part, les chercheurs ont dû et doivent toujours procéder à des analyses globales de la société pour comprendre les évolutions de la ruralité. Au terme de cet exposé, il est possible d'émettre quelques pistes de recherche.

Il faut avant tout mentionner que les recherches actuelles, en raison de la complexité des sujets traités, sont fragmentées. Il n'existe pas de démarche globale cherchant à analyser l'ensemble des mutations en cours. Les résultats obtenus aboutissent à une production de plus en plus sectorielle et catégorielle. Pour disposer d'une vue d'ensemble, il faut se référer à des travaux macrosociologiques (Perrier-Cornet P., 2003) alors que leurs résultats correspondent à des constats postérieurs aux changements, ce qui en limite la portée. Face à cette situation, il s'agit de repenser la façon de mener les recherches et pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de multiplier les travaux microsociologiques et d'intégrer la diversité des acteurs concernés par les différentes thématiques de recherche exposées précédemment.

Dans le domaine de l'environnement, les travaux restent centrés sur l'agriculture et les acteurs organisés, alors que cette question intéresse l'ensemble de la société. Tout se passe en effet comme si ce sujet devait rester une affaire de spécialistes plus ou moins institutionnalisés et directement concernés par les politiques environnementales. La diversité des attentes de la société et l'évolution des positions en dehors des scènes de concertation, sont peu ou prou négligées. De la même façon, repenser les rapports entre ruralité et société nécessite de conduire des recherches embrassant l'ensemble des acteurs économiques, associatifs et politiques impliqués dans des initiatives individuelles et collectives si l'on veut comprendre les liens entre patrimonialisation, esthétisation et mise en tourisme des lieux. Dans une logique de durabilité, élaborée sur la base de concertations démocratiques, rien ne différencie du point de vue conceptuel, la question environnementale de la question du dé-

veloppement rural tel que l'aménagement du territoire. Ces deux axes majeurs de la politique rurale française et européenne incluent au premier chef l'agriculture, activité essentielle dans la valorisation et l'entretien du territoire, mais également toutes les autres activités économiques, sociales et culturelles.

Suivant cette même logique, si la ruralité est à considérer comme un objet sociologique à part entière, son avenir est plus que jamais intimement lié à celui de la société. Cela n'implique absolument pas que son avenir soit déterminé par l'urbanité, qui selon certains étend ses tentacules jusqu'au cœur des espaces les plus reculés y imposant sa domination. Au contraire, la réalité contemporaine nécessite de penser la ruralité comme un espace de créativité, capable de s'adapter à une demande globale et catégorielle pour en tirer profit. Se faisant, les questions sociologiques à l'égard des espaces ruraux sont identiques à celles qui se posent à l'urbanité à savoir; la ségrégation entre acteurs et les jeux de pouvoir que cela implique, l'identité socioculturelle des territoires, la place et le rôle des mondes associatifs, économiques et politiques. En cela, conduire des recherches sociologiques sur les mondes ruraux ne peut être envisagées sans considérer que de tels travaux doivent se référer aux avancées de la sociologie générale.

4. Références bibliographiques:

Aron R., 1962: *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, Paris, Gallimard.

Augustin G., 1989: *Comment se perpétuer? Devenirs des lignées et destins des patrimoines dans les paysanneries européennes*, Nanterre, Société d'Ethnologie.

Barthez A., 1982, *Famille, travail et agriculture*, Paris, Economica.

Beuret J.E., 1997: *L'agriculture dans l'espace rural, Quelles demandes pour quelles fonctions?*, Economie rurale, 242, pp. 45-52.

Billaud J.P., 1985: *Les conflits pour l'aménagement du marais poitevin ou qui appartient le local?* Economie rurale, 168, pp.21-24.

Billaud J.P., 1992, *L'article 19: Une gestion agricole au nom de l'environnement*, Economie rurale, 208-209, pp. 137-141.

Billaud J.P., 2000: *La gestion du territoire dans un cadre négocié: Réflexion à partir du cas des marais de l'ouest*, C.R. Acad. Agri. Fr., n° 86, 2, pp 73-89.

Billaud J.P., 2002, *Environnement et gestion des territoires: L'expérience agri-environnementale française*, Paris, La Documentation française, pp. 6-17.

Bodiguel M., 1986: *Le rural en question*, Paris, L'Harmattan.

Boltanski L. et Thévenot L., 1997: *De la justification, les économies de la grandeur*, NRF essais, Paris, Gallimard.

Bonnain R., 1990: *Les citadins aux champs*, Etudes Rurales, 118-119, pp. 197-217.

Bonnain R., 1994: *Etre ou ne pas être montségurien*, Etudes Rurales, 135-136, pp. 75-81.

Bonnain-Dulon R., 1998: *Les gens d'ici et ceux d'ailleurs*, L'autre maison, Autrement, Paris, pp. 138-167.

Bossuet L., 2000: *Sociabilité et citoyenneté en milieu rural, analyse dans le cadre de trois villages de Midi-Pyrénées, révélatrices des dynamiques sociales des campagnes d'aujourd'hui*, Nanterre, thèse de doctorat.

Bossuet L., 2001: Le patrimoine rural, un enjeu identitaire et de développement, *Dynamique rurale, environnement et stratégies spatiales*, Montpellier, CNRS, pp. 299-306.

Bossuet L., 2003: *Habiter le patrimoine au quotidien, selon quelles conceptions et pour quels usages?*, Université Européenne d'été «Habiter le patrimoine», Saumur, 10 p.

Bossuet L., 2004: *La diversité des aspirations campagnardes dans deux villages de Midi-Pyrénées*, Etudes Rurales, à paraître.

Cadoret A., 1985: *Protection de la nature*, Paris, L'Harmattan.

Cartier S., 2002: *Chronique d'un déluge annoncé. Crise de la solidarité face aux risques naturels*. Paris, Grasset.

Chiffoleau Y et Laporte C., (2004): *La formation des prix, processus révélateur de l'organisation sociale des marchés des biens de qualité: le cas des vins de Bourgogne*, Revue Française de Sociologie, à paraître.

Chiva I. et Dubost F., 1990: *L'architecture sans architecte: une esthétique involontaire?* Etudes Rurales, 117, pp. 9-38.

Chevalier D. et al., 2000: *Vives campagnes, le patrimoine rural, projet de société,* Paris, Autrement, 194.

Collectif, 1986: *L'esprit des lieux*, Paris, CNRS.

Damianakos S., 1981: «*Aspects du changement social dans la campagne grecque*», Numéro spécial de The Greek Review of Social Research, EKKE (CNRS de Grèce).

Damianakos S., 1996, *Le paysan grec: Défis et adaptations face à la société moderne*, Paris, L'Harmattan.

Darré J.P., 1985: *La parole et la technique*, Paris, L'Harmattan.

Degrange B. et Lemery B., 2002: *Quelques éléments sur les usages de la démarche «typologique» dans une recherche pluridisciplinaire pour et sur l'action*, Séminaire DADP Recherches pour et sur le développement régional, Montpellier, 11 p.

Deverre C., 1996: *La nature mise au propre dans la steppe de Crau et la forêt du Var*, Etudes rurales, 1996, n° 141 - 142, pp. 45-61.

Dion M., 1974: *Des monographies en sociologie*, Les collectivités rurales françaises, Jollivet M. et Mendras H., Paris, A. Colin, pp. 167-183.

Dubost F., 1990: *Le lotissement, implant urbain en milieu rural*, Etudes Rurales, 118-119, pp. 177-196.

Dubost F., 1998: *L'autre maison: la résidence secondaire, refuge des génération*, Paris, Autrement, 178.

Dubuisson-Quellier S., 2004: *Re-territorialisation des enjeux de production et élargissement des espaces d'échanges. Le cas d'une activité mytilicole de la Côte Atlantique*, Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux, Paris, Edition INRA, à paraître.

Eizner N., 1978: *Les landes de Lanvaux aujourd'hui, un révélateur des transformation de l'imaginaire paysan*, Etudes rurales, 71672, pp. 251-256.

Eizner N. et al., 1978: *Avec nos sabot, La campagne rêvée et convoitée,* Paris, Autrement, 14.

Eizner N. et Hervieu B., 1979: *Anciens paysans et nouveaux ouvriers*, Paris, l'Harmattan.

Eizner N. et Lamarche H., 1983: *Barre-des-Cévennes ou le sursaut d'une société locale*, Sociologie du travail, n° 2, pp. 179-194.

Eizner N., 1987: *Les montagnes sèches dans les états généraux du développement agricole*, Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie, 21, 3-4, pp. 513-519.

Eizner N., 1992: *Deux petites régions de la Haute Marne: mort douce ou réveil possible? Un contre point «nordique»*, Ajaccio, Suds et Iles méditerranéennes, pp. 173-178.

Eizner N., 1996: *Postface*, l'Europe et ses campagnes, Paris, Presse de Science Po.

Fabiani J.L., 1982: *Quand la chasse populaire devient un sport: la redéfinition sociale d'un loisir traditionnel*, Etudes Rurales, 135-136, pp. 309-324.

Fourny M.C., 1994: *Nouveaux habitants dans un pays de moyenne montagne*, Etudes Rurales, 135-136, pp. 83-95.

Goffman E. – 1974: *Les rites d'interaction*, Paris, Ed. De Minuit.

Hervieu B., 1976: *«Le pouvoir au village»: difficultés et perspectives d'une recherche*, Etudes Rurales, 63-64, pp 15-30.

Hervieu B. et Viard J., 1996: *Au bonheur des campagnes*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube.

Humbert G. et Leveuvre J.C., 1992: A chacun son patrimoine ou patrimoine commun, *Science de la nature, sciences de la société: Les passeurs de frontières*, Paris, CNRS, pp. 287-296.

Jollivet M. et Mendras H., 1971: *Les collectivités rurales françaises*, Tome I, Paris, A. Colin.

Jollivet M., 1972: *Sociétés rurales et classes sociales*, L'univers politique des paysans, Tavernier Y., Gervais M. et Servolin C., Paris, A. Colin, pp 79-106.

Jollivet M., 1974: Sociétés paysannes ou lutte de classes au village?, Tome II, Paris, A. Colin.

Jollivet M., 1985: Le développement local, mode ou mouvement social? Economie rurale, 166, pp. 10-16.

Jollivet M., 1986: *Le monde rural à l'heure de l'environnement, L'agriculture dans le monde rural de demain: a nouveaux enjeux, nouveau droit*, Bordeaux, Ecole Nationale de la Magistrature, pp 35-43.

Jollivet M., 1989: *Sociétés nationales, sociétés locales et utilisation de l'espace*, Méridies, 9-10, pp 89-100.

Jollivet M., 2003: *Comment se fait la sociologie: à propos d'une controverse en sociologie rurale*, Sociétés Contemporaine, 49/50, pp. 43-61.

Lafaye C. et Thévenot L., 1993: *Les conflits dans l'aménagement de la nature*, Revue Française de Sociologie, XXXIV, 4, pp. 495-524.

Lagrave R.M., 1983: *Agriculture et conditions des femmes*, Bilan critique des recherches sur les agricultures en France, Numéro spécial d'Etudes Rurales, pp. 9-40.

Lagrave R.M., 1987: Celles de la Terre, Paris, Ed. de l'EHESS.

Lamarche H., 1986: *Localisation, délocalisation, relocalisation du milieu rural*, L'Esprit des lieux, localités et changements social en France, pp. 69-101.

Lamarche H., 1992: L'agriculture familiale: une réalité polymorphe, Tome I, Paris, L'Harmattan.

Lamarche H., 1994, L'agriculture familiale: Du mythe à la réalité, Tome II, Paris, L'harmattan.

Lascoumes P., 1994: *L'éco-pouvoir*, Environnements et politiques, Paris, La Découverte.

Lascoumes P. et Le Bourhis J.P., 1998: *Le bien commun comme construit territorial, Identités d'action et procédures*, Politix, n° 42, pp. 37-66.

Laurent, C. et Rémy, J., 2000: *L'exploitation agricole en perspective*, Courrier de l'Environnement de l'INRA, n° 41, pp. 5-23.

Le Floch S. et Terrasson D., 1995: *Enjeux écologique et sociaux autour d'un paysage rural: Le développement de la populiculture dans les «basses vallées» angevines*, Natures, Sciences et Sociétés, 3, 2, pp. 129-143.

Léger D. et Hervieu B., 1979: *Le retour à la nature, "Au fond de la forêt... l'Etat"*, Paris, Seuil.

Lemery B. et Degrange B., 2001: *L'agriculture à l'épreuve de la modernité avancée: une approche des transformations en actes du monde de l'élevage Charolais*, Dijon, XIXème European Congress for Rural Sociology, 19 p.

Maho J., 1974: *La comparaison et ses limites*, Les collectivités rurales françaises, Jollivet M. et Mendras H., Paris, A. Colin, pp. 59-90.

Mendras H., 1967 (1992): *La fin des paysans*, 3ème Ed., Arles, Babel.

Mendras H., 1976: *Sociétés paysannes, élément pour une théorie de la paysannerie*, Paris, A. Colin.

Mendras H., 1979 (1992): *Voyage au pays de l'utopie rustique*, Arles, Acte Sud.

Mendras H., 1988: *La seconde Révolution française, 1965-1984*, Paris, Gallimard.

Mendras H., 2000: *L'invention de la paysannerie*, Revue française de Sociologie, 41-3, pp. 539-552.

Mettoux A.P., 2001: *Associations et changement social. Le cas d'Eau et rivières de Bretagne, association de défense de l'environnement*, Nanterre, Thèse de doctorat.

Muller P., 1987: *Un métier né de la crise: exploitant rural*, Sociologie du Travail, 4, pp. 459-475.

Pelosse V. et Vourc'h A., 1982: *Chasse au sanglier en Cévennes*, Etudes Rurales, 87-88, pp. 295-307.

Perrier-Cornet P., 2003: *Quelles perspectives pour les campagnes françaises?*, Projet 274, pp. 42-50.

Perrot M. et de la Soudière M., 1998, *La résidence secondaire: un nouveau mode d'habiter la campagne?* Ruralia, 2, pp. 137-149.

Rambaud P., 1969: *Société rurale et Urbanisation*, Collection Esprit, Paris, Le Seuil.

Rambaud P., 1970: *Pour une sociologie des stations de sports d'hiver*, Urbanisme, 116, pp. 30-31.

Rambaud P., 1973: *Village et urbanisation*, Etudes rurales, 40-50, pp 14-32.

Redfield R., 1956, *Peasant, society and culture*, Chicago, University Of Chicago Press.

Rémy J., 1995: *Le manant, le savant et l'esthète: identités professionnelles et mesures agri-environnementales*, Nature, sciences et société, tome III, 3, pp. 252-257.

Rémy J., 1998a: *Agriculture, environnement et démocratie*, Du Vercors à Natura 2000, Ecologie et Société, Dijon, Educagri édition – CRDP, pp. 115-131.

Rémy J., 1998b: *Quelle(s) culture(s) de l'environnement?* Ruralia, 2, pp. 85-103.

Rémy, J., 2002: *Les contrats territoriaux d'exploitation ou la découverte de la multifonctionnalité*, Agriculteurs, ruraux et citadins: les mutations des campagnes françaises, Dijon, Educagri Editions, pp. 71-89.

Robert M., 1986: Sociologie Rurale, Paris, PUF.

Robert M., 1999: Au-delà de l'opposition ville-campagnes, *Les ruraux en Europe, Question de Recherche*, Actes de la journée d'Etude organisée au CERI, oct 1998, Paris, CERI-Sciences Po, pp 114-128.

Robert M., 2001, *Localité et changement social, le petit bout de la lorgnette?* Observatoire des rapports rural et urbain, 3, 6 p.

Romy R., 1997: *Droit et administration de l'environnement*, 2éme édition, Montchrestien, Domat Droit Public, 498 p.

Salitot-Dion M., 1975: L'accumulation des patrimoines chez les agriculteurs, Revue Française de Sociologie, 16, 1, pp. 59-78.

Sarazin F., 2004: *Le lien communautaire, le cœur oublié du phénomène districal, Application à l'agriculture*, Nanterre, Thèse de doctorat.

Scheurer F., 1993, *L'agriculture réconciliée avec l'environnement*, Etudes Foncières, 59, pp. 21-25.

Sencébé A., 2002: *Les manifestations contrastées de l'appartenance locale*, Agriculteurs, ruraux et citadins, Dijon, Educagri, pp. 293-310.

Simmel G., 1903: *Die Grosstädte und das Geistesleben (L'Urbanisme, utopie et réalité)*, Jahrbücher der Geshestiftung, 9, pp. 187-205.

Sotiropoulou E., 2003: *La Grèce rurale contemporaine, monographies de trois villages*, Nanterre, Thèse de doctorat.

Soudière (de la) M., 1998: L'appel des lieux: une géographie sentimentale, In *L'autre maison, la résidence secondaire, refuge des générations*, Autrement, 178, pp.102-137.

Sylvestre J.P., 2002: *Les usages de la campagne et la dynamique identitaire des agriculteurs français*, Agriculteurs, ruraux et citadins, les mutations des campagnes françaises, Dijon, Educagri édition – CRDP, pp. 55-70.

Viard J., 1994: *La société d'archipel ou les territoires du village global*, La Tour d'Aigues, Ed. de L'Aube.

Vincent T., Bossuet L., Fillippi M., Triboulet P., 2004: *L'organisation de la filière gras dans le Sud-Ouest, Comment les acteurs mobilisent-ils les signes de qualité pour valoriser leurs productions?* Revue des IAA, (à paraître).

Weber M., 1971: Economie et Société, les catégories de la sociologie, tome 1, 1ère édition française, Paris, Plon.

Wynne B., 1996: May the Sheep Safely Graze? A Reflexive View of the Expert-Lay Knowledge Divide. In S. Lash: *Risk, Environment and Modernity*. Londres, Sage, 44-83.

Anschrift des Verfassers:

Luc Bossuet
LADYSS, CNRS, Bât M. Weber
Université Paris X
200 Av. de la République
92 000 Nanterre Cedex, France

E-Mail: lbossuet@u-paris10.fr